



**R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E**

---

**CONFERENCE DES PRESIDENTS DES PARLEMENTS  
DE L'UNION EUROPEENNE**



**Vendredi 27 février 2009**

**Présidence de M. Bernard Accoyer, Président de l'Assemblée nationale**

*La séance est ouverte à quinze heures cinq.*

**L'Europe et la gestion des crises. L'implication des parlements**

**M. le Président Bernard Accoyer.** Je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue dans l'hémicycle du Palais Bourbon qui, depuis bientôt deux cents ans, accueille les séances publiques de l'Assemblée nationale.

L'année 2008 et les premières semaines de 2009 ont vu se succéder le conflit russo-géorgien, l'explosion de la violence à Gaza, la crise gazière. La crise financière et économique s'est approfondie et la crise environnementale, qui met en jeu l'avenir de la planète, demeure irrésolue. Rarement l'Europe aura dû affronter simultanément d'aussi graves difficultés. Ce sont autant de défis à relever pour l'Union européenne, mais c'est aussi l'occasion pour elle d'affirmer son rôle sur la scène mondiale – et rarement a-t-elle démontré une telle capacité politique à contribuer efficacement à la recherche de solutions à ces crises.

Nous nous félicitons ainsi du rôle de médiation joué par l'Union européenne dans la crise du gaz de janvier 2009, avec la précieuse initiative de la présidence tchèque. Pour autant, cette crise a rappelé l'impérieuse nécessité de renforcer notre sécurité énergétique. L'Union européenne a entendu l'avertissement, et les assemblées parlementaires doivent participer activement à la réflexion sur la politique énergétique commune, au moment où des discussions sont en cours sur des mesures de court terme – préparer des plans d'urgence régionaux pour compléter les plans nationaux déjà mis au point et renforcer les mécanismes d'alerte – et alors qu'une stratégie de long terme est également en cours d'élaboration, conformément aux principes arrêtés lors du Conseil « Energie » de la semaine dernière.

Les citoyens européens attendent aussi de leurs Etats qu'ils agissent de manière coordonnée et efficace pour faire face aux conséquences de la crise financière et économique et pour remédier aux dysfonctionnements structurels qui ont conduit à cette situation. Par son ampleur, la crise risque d'affecter toutes les politiques de l'Union en rendant plus difficiles les prises de décisions, et de mettre à l'épreuve la cohésion sociale des pays européens. Pour l'affronter, l'Union a engagé, à l'intérieur de ses frontières, des chantiers législatifs importants qui visent à renforcer le système de régulation financière, et le Conseil européen de décembre 2008 a dessiné les bases d'un plan de relance européen. Les prochains sommets européens devront poursuivre dans cette voie. Au niveau mondial, l'Union européenne doit maintenant démontrer qu'elle peut apporter des propositions de solutions et les défendre d'une seule voix, et user de son influence pour infuser ses valeurs dans le nouveau système financier international.

Il n'appartient évidemment pas aux Parlements d'agir à la place des gouvernements. Mais, en ces circonstances, les Parlements nationaux et le Parlement

européen ont le devoir d'informer les citoyens, de contrôler l'action des gouvernements, et de formuler des propositions auxquelles leur légitimité démocratique donnera poids et sens.

Nous traiterons en premier lieu de l'implication des parlements dans la gestion des crises par l'Union européenne. M. Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement européen, ouvrira le débat.

**M. Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement européen.** C'est pour moi un grand honneur de prendre la parole à la tribune de l'Assemblée nationale de la République française et je vous remercie, Monsieur le président, d'avoir permis que cela se puisse.

Je poursuivrai en allemand. Puisque M. Antonio Tajani, mon ancien collègue à présent, Vice-Président de la Commission européenne, va traiter des défis économiques et financiers de l'heure, je me limiterai à souligner ce que je tiens pour nos deux priorités absolues : maintenir de toutes nos forces le marché intérieur et la stabilité de la monnaie commune en refusant toute forme de protectionnisme, sous peine d'aggraver la crise ; nous garder d'oublier que le modèle européen n'est pas le capitalisme – et l'on ne peut donc parler, pour ce qui nous concerne, de « réformer le capitalisme » – mais l'économie sociale de marché, comme il est d'ailleurs rappelé dans le traité de Lisbonne.

Je centrerai mon propos sur la politique extérieure et la manière dont le Parlement européen peut exercer son influence en ce domaine, une influence qui doit tendre à toujours agir pour faire valoir les principes européens que sont la préservation du droit pour toute personne de vivre dans la dignité, le respect des droits de l'homme, la paix, la liberté, la solidarité et le principe de subsidiarité. Cela suppose une vision politique commune propre, en premier lieu, à éviter les crises. Déjà, trente-six délégations du Parlement européen sont en relation avec les parlements des pays non membres de l'Union européenne. Le Parlement européen exerce aussi son influence au sein de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne et de l'Assemblée parlementaire Europe-Amérique latine. Une assemblée parlementaire associant le Parlement européen et les pays de l'Est de l'Europe non membres sera créée après les élections européennes.

En politique extérieure, le grand défi du moment est la situation au Moyen-Orient. Le 13 juillet 2008, sous une présidence française particulièrement bien conduite par le président Sarkozy, nous avons fondé, dans la suite du processus de Barcelone, l'Union pour la Méditerranée. L'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, l'APEM, préexistait, de même que l'Union parlementaire des pays membres de l'Organisation de la conférence islamique. Celle-ci, après le déclenchement de la guerre à Gaza, a décidé de geler ses relations avec l'APEM et avec l'Union pour la Méditerranée. M. Abdel Hadi Al-Majali, président du Parlement jordanien, et M. Mustapha Mansouri, président du Parlement marocain, qui sont des personnalités très modérées, ont fait savoir que si une solution conduisant à une paix durable au Moyen-Orient n'était pas trouvée, les relations entre le monde arabe et l'Occident deviendraient très difficiles.

En ma qualité de président de l'APEM, j'ai emmené une délégation du Parlement européen au Moyen-Orient. Nous nous sommes rendus au Caire, à Gaza, à Ramallah et à Jérusalem, ainsi qu'à Sderot, ville israélienne sur laquelle le Hamas tire régulièrement des roquettes, et enfin à Amman. Je me suis entretenu avec les responsables israéliens ainsi qu'avec M. Netanyahu. J'aimerais beaucoup que la Conférence se prononce avec force sur la situation dans la Bande de Gaza. Les Gazaouis attendent de nous que nous fassions entendre leur voix, et ils veulent que le processus de paix se poursuive avec le nouveau gouvernement israélien. Je souhaite que le Quartet pour le Moyen-Orient, qui regroupe, on le sait, des représentants de l'ONU, de l'Union européenne, de la Russie et des Etats-Unis, s'attache avec détermination à favoriser la création d'un État palestinien indépendant, démocratique et viable

cohabitant avec l'État d'Israël dans la paix et la sécurité à l'intérieur des frontières de 1967 reconnues internationalement. Si nous n'y parvenons pas, le risque est que le monde arabe se tourne de plus en plus vers l'intégrisme et que les gouvernements des pays arabes modérés se trouvent dans des difficultés grandissantes.

Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour relancer le processus de paix et parvenir à l'instauration de deux États viables ; pour que la Bande de Gaza soit accessible à l'aide internationale ; pour que la conférence sur la reconstruction qui doit se tenir le 2 mars à Charm El Cheikh aboutisse ; pour que le Hamas ne soit plus fourni en roquettes avec lesquelles bombarder le territoire israélien.

Je n'aurais jamais pensé m'exprimer un jour en cette enceinte. Au Moyen-Orient, on m'a traité d'idéaliste quand je disais la paix possible. Aux incrédules, j'ai rappelé que la paix a fini par se faire entre l'Allemagne et la France, qui cultivaient pourtant une inimitié héréditaire. Pourquoi ce qui a été possible en Europe ne le serait-il pas au Moyen-Orient ? Nous, Européens, devons favoriser le retour à la paix en mettant notre expérience de la réconciliation et de la démocratie au service du reste du monde et, pour l'heure, du Moyen-Orient. (*Vifs applaudissements*)

**M. Antonio Tajani, Vice-président de la Commission européenne.** C'est un honneur pour moi de participer à cette conférence qui réunit les présidents des parlements nationaux et le président du Parlement européen. Dès 2005, M. José Manuel Barroso avait engagé le rapprochement, unanimement souhaité, entre la Commission européenne et les parlements nationaux. En mai 2006, un dialogue politique structuré a été institué. C'est un succès, à en juger par les 406 avis émanant de trente-et-une assemblées parlementaires de vingt-quatre pays membres adressés à la Commission à ce jour. Pour la cinquième année consécutive, un membre de la Commission est invité à prendre la parole devant vous. Je le ferai avec grand plaisir, suppléant M. Barroso empêché et que je vous prie d'excuser, pour donner le point de vue de la Commission sur la gestion de la crise économique et financière qui frappe l'Union de plein fouet.

Je tiens d'abord à souligner l'implication active de la Commission dans la gestion de cette crise et à souligner que la question, éminemment politique, appelle une attitude résolue et une action coordonnée de toutes les institutions européennes, les assemblées parlementaires au premier chef.

Usant de la possibilité qui m'est donnée par l'Assemblée nationale française de m'exprimer dans ma langue maternelle, dans le respect du multilinguisme qui est notre richesse commune, je poursuivrai en italien.

Le moins que l'on puisse dire est que la situation économique n'incite pas à un excès d'optimisme. Pour autant, la frilosité serait une erreur grave ; nous ne saurions répondre de manière efficace au défi qui nous est posé en restant sur la défensive. Il faut jouer le match en attaque, non en défense ! Et il est essentiel de faire front commun : le recours au protectionnisme serait une erreur grave. Ancien parlementaire, je suis convaincu que l'Assemblée de Strasbourg et les parlements nationaux sont les lieux par excellence du débat et de la décision ; le traité de Lisbonne, dont j'espère qu'il sera ratifié au plus vite, leur donnera un rôle accru.

La crise nous impose de mobiliser toutes nos forces pour agir ensemble. A cet égard, le Conseil européen qui se réunira le 19 mars permettra de définir de nouvelles mesures. On se félicitera que, entre temps, les chefs d'État et de gouvernement des pays européens membres du G20 réunis à Berlin le 22 février aient su trouver une ligne commune en vue du sommet prévu à Londres le 2 avril.

La mondialisation de l'économie impose la définition d'un nouveau modèle de gouvernance économique internationale ; la Commission européenne considère que le Parlement européen et les parlements nationaux ont un grand rôle à jouer en cette matière. Ils en ont apporté la preuve lors de la réunion parlementaire organisée conjointement par le Parlement européen et par le Parlement tchèque, les 16 et 17 février dernier. Les parlements de l'Union, réunis à Bruxelles, ont souligné la nécessité d'un leadership européen fort se traduisant par des actions coordonnées ; ils se sont prononcés contre le protectionnisme et le nationalisme économique, et en faveur de la sauvegarde de l'euro et d'une Banque centrale européenne active. La Commission, qui partage ce point de vue, s'emploie déjà à le traduire dans les faits. En effet, si la crise est un test pour l'Union européenne, c'est aussi l'occasion pour elle de débattre de sa vision de la société et de l'économie, et de sa propre organisation. Nous devons revoir les règles économiques internationales en vigueur, leur mode d'application et de contrôle, et aussi replacer l'humain et le social au cœur de notre système économique.

On notera que l'Union européenne, en réagissant à la crise avec célérité et détermination, a permis d'éviter l'effondrement du système financier. Pour que le système bancaire européen reprenne sa fonction de dispensateur de crédit aux citoyens et aux entreprises, à des conditions équitables, il faut maintenant délester les établissements financiers des actifs « toxiques » qu'ils ont accumulés et de leurs avoirs désormais surévalués. La Commission européenne a adopté à ce sujet, il y a deux jours, des lignes directrices destinées à garantir que ces mouvements se feront de manière uniforme pour éviter toute distorsion de concurrence entre les établissements de crédit.

Au-delà, l'objectif de fond est beaucoup plus ambitieux : il s'agit de réformer le secteur financier pour qu'il retrouve son rôle naturel au service de l'économie réelle et donc de la croissance et de l'emploi. Après avoir mis en œuvre, en novembre 2008, un plan de relance de l'économie de 200 milliards (pour tenter d'enrayer le cercle vicieux où destruction d'emplois et chute de la demande se nourrissent mutuellement), nous avons proposé des mesures spécifiques pour l'industrie automobile et je ferai à la Commission des propositions relatives au secteur des transports. Lors du Conseil européen du 19 mars, la Commission présentera aux chefs d'Etat et de gouvernement des propositions d'initiatives fondées sur les conclusions du groupe de travail sur la gouvernance économique européenne dont M. Barroso a confié la présidence à M. de Larosière.

Les solutions ne peuvent être uniformes pour tous les Etats membres car leurs situations diffèrent mais elles doivent être appliquées de manière coordonnée pour en obtenir le meilleur effet et pour maintenir la cohérence du marché interne. Nous devons mobiliser tous les instruments disponibles – politiques communes, fonds européens, réformes économiques et politique monétaire – pour atteindre l'objectif visé, qui est, faut-il le rappeler, de protéger les citoyens européens des conséquences néfastes de la crise. La Commission a donc accueilli très favorablement l'initiative de la présidence en exercice du Conseil de convoquer en mai un sommet extraordinaire consacré aux aspects sociaux de la crise. Ce sommet devra s'intéresser à la sauvegarde de l'emploi par la formation et la requalification professionnelles, à l'amélioration du fonctionnement du marché du travail et à l'accès des jeunes à ce marché.

Enfin, il est indispensable d'accélérer le rythme de réforme prévu dans la stratégie de Lisbonne. A cette fin, un effort d'investissement considérable sera nécessaire, dirigé vers l'amélioration de l'efficacité énergétique, les infrastructures, l'innovation, les technologies propres, la recherche et la formation. Nous devons impérativement miser sur l'innovation pour garantir une croissance durable et renforcer nos investissements en infrastructures, car ils

sont porteurs de croissance. Dans ces deux volets, le secteur des transports a un rôle déterminant à jouer.

Que l'horizon soit très nuageux ne doit pas nous incliner à un excès de pessimisme. L'Union européenne a montré sa capacité à réagir à la crise vite et avec détermination. Elle a su proposer des solutions en fixant un cadre d'actions commun respectant la diversité de la situation des Etats membres, et convaincre ses partenaires du G20 de la nécessité d'une réponse globale à la crise. Je le dis avec une conviction particulière au Président du parlement européen : pour donner aux citoyens européens des réponses efficaces, les institutions européennes doivent serrer les rangs et travailler de conserve. Il nous faut absolument éviter que la crise ait aussi pour effet de délégitimer toute la construction européenne ; le danger est d'autant plus grand que nous sommes à la veille des élections au Parlement européen. Mais les parlements nationaux ont, eux aussi, un rôle déterminant à jouer pour faire que dans le cadre commun chaque pays définisse la voie la mieux adaptée à sa situation propre.

Je conclurai en réitérant ma confiance en l'Union européenne, et mon optimisme. Grâce à ses ressources, aux peuples qui la composent et à la force démocratique qu'incarnent ses Parlements, l'Union est en mesure de surmonter le grand défi qu'il lui faut affronter. Rappelons-nous le mot de Winston Churchill : « Un pessimiste voit des difficultés dans chaque opportunité, un optimiste voit une chance à saisir dans chaque difficulté ». Nous avons donc une grande chance à saisir. (*Applaudissements*)

**M. Miroslav Vlček, Président de la Chambre des députés du Parlement de la République tchèque.** Alors que l'assainissement des banques a déjà coûté des milliards de dollars, la crise financière et économique continue de s'aggraver. La production industrielle recule, le secteur du bâtiment est très touché, le taux de chômage augmente. Tout cela laisse à penser que la récession sera la plus longue et la plus profonde que notre génération ait connue. Mais cet épisode est aussi révélateur d'une crise du politique. Il est apparu que les objectifs politiques ne sont souvent que de court terme, qu'il s'agit d'enjeux de pouvoirs plutôt que de répondre aux besoins des citoyens. La crise aura pour conséquence que la pauvreté frappera de plus nombreuses catégories sociales ; le risque est que cette évolution n'entraîne l'exacerbation de tendances xénophobes et nationalistes au sein de l'Union européenne, au péril de la démocratie et de l'économie sociale de marché.

Pour faire front, l'Union européenne doit rester unie et poursuivre son intégration. C'est dans cette optique que la Chambre des députés du Parlement de la République tchèque a approuvé la ratification du traité de Lisbonne. Rien ne serait plus dangereux en effet que d'irresponsables démonstrations d'individualisme. L'Union n'a pas besoin de plus de régulation mais d'une meilleure régulation. Il lui faut stabiliser ses institutions financières et encourager la demande, et aucun Etat membre ne peut, seul, faire face à la crise.

Outre que nous devons combattre ensemble, il nous faut renforcer la collaboration entre le Parlement européen et les Parlements nationaux. Je reviens, à ce sujet, aux conclusions de deux des groupes de travail constitués lors de la réunion parlementaire organisée conjointement par le Parlement européen et par le Parlement tchèque les 16 et 17 février. L'un des groupes a traité du renforcement de la compétitivité de l'Union, l'autre des moyens de réaliser une Europe sociale. Tous deux ont constaté que les exécutifs européens concentrent leurs efforts sur le secteur bancaire et sur certaines industries clefs, comme l'industrie automobile. Or, il faut soutenir les PME, en facilitant leur accès aux marchés publics, et aussi au financement par le truchement de la Banque Européenne d'Investissement. Il faudrait aussi améliorer à cette fin l'efficacité des fonds structurels européens. Mais la crise que nous connaissons est aussi une crise de confiance et une crise des valeurs que seule une

complète solidarité européenne nous permettra de la surmonter. Aussi bien, la réunion interparlementaire mixte a souligné la nécessité de renforcer la solidarité avec les plus vulnérables. Former la main d'œuvre, développer les compétences, favoriser la formation continue sont autant de mesures porteuses d'avenir, comme le sont l'investissement massif dans la recherche, le renforcement de la productivité et l'approfondissement de la stratégie de Lisbonne par laquelle l'Union s'est dotée d'une politique industrielle.

La crise teste nos capacités de réaction, mais c'est aussi une occasion d'innover. Tout Etat agissant seul sera faible face à la crise, mais l'Union européenne unie peut l'affronter avec succès. Nos vingt-sept Etats représentent, ensemble, le groupe de pays le plus puissant au monde ; sachons utiliser cette force, et saisissons l'occasion donnée aujourd'hui aux Parlements de formuler des propositions.

Nous sommes aussi confrontés à de nombreuses crises qui peuvent dégénérer en conflits armés. Ces crises, la diplomatie traditionnelle essaye de les résoudre, mais elle doit être appuyée par la diplomatie parlementaire, une forme de diplomatie qui peut dire les choses sans mâcher ses mots, cerner clairement les problèmes et, surtout, négocier avec les ONG dont certaines représentent souvent d'importantes parties au conflit. De plus, la diplomatie parlementaire est plus compréhensible par les peuples que la diplomatie classique, traditionnellement discrète ; elle peut encourager la transformation des trêves en paix durable.

A Gaza, une trêve fragile a été instaurée, qui risque d'être rompue à tout moment puisque aucun des problèmes en suspens n'a été résolu. La résistance à l'occupation persiste, comme demeurent la peur du terrorisme et des missiles. La diplomatie parlementaire doit soutenir activement les efforts conduisant à la relance du processus de paix tendant à la création d'un Etat palestinien indépendant, démocratique et viable, en paix avec un Etat d'Israël pleinement sécurisé dans ses frontières de 1967, modifiées, si nécessaire, par des échanges de territoires. Je me félicite qu'un dialogue à ce sujet ait été établi dans la région par les députés des parlements nationaux et par les membres du Parlement européen, et singulièrement par l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne sous la présidence de M. Hans-Gert Pöttering.

Pour ma part, je vous ai récemment adressé un projet de mémorandum en dix points. J'y souligne la nécessité d'encourager le dialogue entre les parties au conflit et avec les autres pays de la région, et celle de favoriser une meilleure coordination entre les initiatives du Quartet et celles de la Ligue arabe. Mais ce qui doit primer, c'est le dialogue entre les partis palestiniens. Je me suis entretenu de cette question avec le Président Abbas, qui m'a redit son souhait de former un gouvernement d'union nationale qui pourrait organiser des élections législatives. Je suis donc heureux que le Fatah et le Hamas se soient mis d'accord hier sur ce principe, ce qui crée les conditions propices à une négociation. M. Mahmoud Abbas a beaucoup apprécié le rôle joué par la diplomatie parlementaire européenne et il souhaite que le projet de mémorandum soit adopté et suivi d'effet.

Nous, représentants des Parlements européens, devons poursuivre le dialogue avec les parlements de tous les pays parties au conflit, sans exception. Par l'aide économique et humanitaire qu'elle fournit, l'Union européenne jouit d'une bonne réputation dans la région ; elle doit en user pour renforcer son rôle diplomatique et contribuer à une solution politique au conflit. J'espère que la Conférence approuvera les mesures proposées dans le projet de mémorandum : l'ouverture des frontières, la levée du siège de Gaza, l'arrêt des attaques armées contre Israël, la fin de la contrebande d'armes, le déploiement de troupes européennes au point de contrôle de Rafah. Nous soulignons aussi que la mise en œuvre des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 8 janvier 2009 et par le Parlement

européen le 15 janvier 2009 créerait un cadre favorable à la discussion des autres problèmes de la région, dont ceux des colonies de peuplement et de l'accès à l'eau.

Considérant qu'aucun objectif politique ne peut être atteint en usant de violence à l'encontre de civils sans défense, la présidence tchèque condamne toute forme de terrorisme, individuel ou d'Etat. Seul le dialogue permet de parvenir à un accord politique à long terme. J'invite donc la Conférence à faire siennes les propositions contenues dans le projet de mémorandum. La présidence tchèque propose par ailleurs d'organiser l'envoi dans la région d'une délégation représentant la Conférence et appelée à œuvrer, en coopération avec l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, à l'application des mesures contenues dans ce texte. (*Applaudissements*)

**M. Per Westerberg, Président du Parlement suédois** – C'est pour moi un grand plaisir de m'exprimer dans cette enceinte et je remercie nos hôtes pour la qualité de leur accueil.

Depuis notre rencontre de Lisbonne, neuf mois se sont écoulés au cours desquels ont surgi bien des problèmes. La crise financière a provoqué des crises politiques, jusqu'à la démission de certains gouvernements. De surcroît, chacun a encore à l'esprit la guerre à Gaza, l'interruption des livraisons de gaz en plein hiver, le conflit armé en Géorgie.

En matière économique, il me semble que l'Union européenne et ses États membres ont, jusqu'ici, assez bien géré la crise, en stabilisant le crédit et en adoptant des mesures communes. L'Union a peu de pouvoirs législatifs en la matière, mais elle constitue un espace de discussion utile. La présidence française a accompli son mandat avec efficacité, la présidence tchèque prend le relais avec brio, et la Suède, qui lui succèdera, fera de son mieux pour poursuivre dans cette voie.

En 2009, la crise prendra toute son ampleur : des millions d'emplois sont menacés, les déficits publics vont s'envoler, le risque de conflits sociaux s'aggraver. Et le pire est encore à venir. Voilà de quoi mettre sous pression nos systèmes politiques nationaux et l'Union elle-même. La manière dont nous affrontons la crise donnera le ton de la coopération européenne pour de nombreuses années.

L'expérience l'a montré, il est coutumier, dans des circonstances exceptionnelles, de se replier sur soi pour régler ses propres problèmes. Chacun peut comprendre que les gouvernements et les parlements nationaux, en temps de crise, veillent avant tout à la protection des intérêts de leur pays et du bien-être de leurs citoyens. Pour autant, l'histoire nous montre qu'à trop jouer sa carte nationale en matière économique, on prend le risque du protectionnisme, voire du populisme et du nationalisme. Certes, les politiques unilatérales sont parfois adaptées, mais gardons-nous de toute mesure qui, prise en dépit des règles du marché intérieur, n'aurait pour seul résultat que de déplacer le problème d'un pays à un autre.

Comme le développement du libre échange à l'échelle mondiale, le marché commun – cœur de la coopération européenne – est la condition *sine qua non* de notre prospérité depuis cinquante ans. Il contribue à la paix et à la stabilité. Aujourd'hui, d'aucuns considèrent qu'il est définitivement acquis, mais il est le fruit du travail acharné que plusieurs générations de responsables politiques ont mené pendant des décennies, eux qui ont su reléguer au second plan les intérêts nationaux. Ce sont ces principes qui doivent guider notre action future. Nous en détourner menacerait l'ensemble de l'édifice européen et le plongerait dans une crise à côté de laquelle la crise actuelle fera pâle figure.

En Europe, le soutien financier public est sollicité pour plusieurs secteurs industriels – de telles demandes sont vouées à se multiplier à mesure que la crise économique s’aggravera. Les gouvernements et les parlements devront relever ce défi. En effet, tout gouvernement d’un État membre souhaitant soutenir tel ou tel secteur ou entreprise n’est pas soumis aux seules règles du marché intérieur, mais aux exigences de la mondialisation. Nos économies sont de plus en plus liées et complexes ; il est difficile de savoir à quoi servent précisément nos mesures de soutien. Dès lors, que signifie la « responsabilité nationale » ? Songeons à l’entreprise Saab : propriété de General Motors, elle a établi son siège en Suède mais sa chaîne de montage est répartie entre la Suède, l’Allemagne et le Mexique. Voilà un bon exemple de coopération !

Certes, c’est aux gouvernements qu’échoit pour l’essentiel la responsabilité de gérer la crise. Néanmoins, les parlements doivent jouer un rôle prépondérant et, dans ces circonstances exceptionnelles, contrôler l’action du pouvoir exécutif. Ils doivent aussi être capables de prendre dans les meilleurs délais les décisions qui s’imposent. On entend souvent déplorer la lenteur du travail du *Riksdagen*, le Parlement suédois, mais nous agissons selon nos besoins : ainsi, en ce qui concerne le plan de stabilité des marchés financiers, notre Parlement, tout entier mobilisé, a battu des records de vitesse !

Il va de soi que la vitesse ne fait pas tout. Les parlements doivent également susciter le soutien public à l’action gouvernementale, particulièrement en temps de crise, quand s’imposent des mesures difficiles. La transparence et le temps du dialogue sont essentiels à l’action politique. C’est en impliquant toutes les parties prenantes et en renforçant la coopération entre gouvernements et parlements que nous parviendrons à gagner le soutien de l’opinion, à éviter que la crise économique ne devienne crise politique et à prendre des mesures durables.

Au cours de cette crise financière, les commissions du Parlement suédois ont auditionné de nombreux ministres, experts et représentants de différents secteurs de l’économie et les débats, publics, ont souvent été diffusés à la télévision nationale. De même, au sein du comité des affaires européennes, les ministres des finances présentent lors de réunions mensuelles les questions qui seront abordées par le conseil Ecofin. À partir du mois de mars, ils seront entendus par la commission parlementaire des finances avant toute réunion du conseil Ecofin.

Pour mieux relever les défis communs qui nous attendent, l’échange de nos expériences respectives est essentiel. Nous devons renforcer le rôle des parlements et la coopération interparlementaire. En temps de crise, nous devons constituer un front commun et rester unis, par le biais par exemple des espaces de débat interparlementaire.

S’agissant des propositions de nos collègues tchèques relatives à la crise de Gaza, je reconnais naturellement qu’il s’agit là d’une crise majeure, mais je suis en désaccord sur un point : chaque président joue un rôle constitutionnel différent. En Suède, par exemple, le Parlement que je préside a exploré de nombreuses pistes pour régler la crise de Gaza ; cela étant, le président du Parlement n’est pas en mesure de citer ou de représenter tout le monde !  
(*Applaudissements*)

## DÉBAT

**M. le Président Bernard Accoyer** – Je vais à présent ouvrir le débat, pour lequel dix-huit orateurs sont inscrits. Chaque orateur disposera de deux minutes trente ; je vous remercie de respecter strictement ce temps de parole afin que chacun d’entre vous ait la possibilité d’intervenir. Je précise que les orateurs s’exprimeront depuis les micros disposés dans l’hémicycle.

**M. Gianfranco Fini, Président de la Chambre des députés d’Italie** – M. Tajani, vice-président de la Commission, et M. Pöttering, président du Parlement européen, ont, par leurs interventions, apporté une contribution importante à notre débat. Je tâcherai de ne pas tomber dans le piège de la redondance, et de proposer un éclairage nouveau sur la valeur ajoutée que peuvent apporter les parlements dans la lutte contre la crise.

Nos assemblées sont diverses par nature ; comme M. Westerberg, je serais bien incapable de résumer la position de l’ensemble des députés de mon assemblée sur le conflit israélo-palestinien. Et pour cause : nos assemblées représentent la pluralité de nos sociétés, même s’il existe une majorité qui confère au gouvernement sa légitimité. Or, comme le dit le traité de Lisbonne, le rôle des parlements est de fournir une valeur ajoutée démocratique.

Les gouvernements tentent de régler les crises ; les parlements, eux, le font aussi, mais à leur manière. Ainsi, un gouvernement pourrait considérer que son action apporte à la crise une réponse suffisante ; c’est alors au parlement, qui rassemble une pluralité d’opinions, de dire les choses telles qu’elles sont à l’opinion publique. Nous devons dire à nos concitoyens que nous traversons aujourd’hui la première crise planétaire de l’histoire humaine. Nous, Européens, avons connu bien des crises, mais c’est la première fois qu’aucune région du monde n’échappe à la crise. Nous devons dire sans ambages qu’il ne s’agit pas là d’une crise banale, mais d’une crise sans précédent, dont nul ne connaît l’issue. Une fois cette crise achevée, rien ne sera plus comme avant.

À crise planétaire, réponse planétaire : chaque pays du monde apportera sa propre pierre à l’édifice. Dans ces circonstances, le rôle des parlements est de mener une réflexion aboutie sur l’origine de la crise. M. Pöttering a évoqué l’économie sociale de marché : trop imbriquée dans la finance, l’économie peut entraîner des conséquences sociales désastreuses. L’économie, c’est avant tout la satisfaction d’une demande, et non la spéculation, le placement en bourse, l’enrichissement par le biais de ficelles financières. Voilà le modèle social européen !

Cette crise économique, qui a des conséquences sociales, est au carrefour de trois grands problèmes : l’insécurité liée à l’immigration mondiale, le terrorisme et la crise énergétique. Dès lors, il va de soi qu’aucun parlement national ne peut faire cavalier seul ; c’est à l’ensemble des cultures européennes qu’il appartient de relever ce défi, en s’accordant avec nos alliés d’outre-Atlantique. (*Applaudissements*)

**M. Blaz Kavčič, Président du Conseil national de Slovénie** – La crise, d’abord financière, est devenue économique puis sociale et même morale. Seules des mesures à long terme sont de nature à la vaincre.

Quelle part a la mondialisation dans la genèse de cette crise ? Les économies développées sont marquées par la diminution du nombre des salariés, et les répercussions ont frappé bien d'autres pays, comme la Chine, par exemple. La mondialisation économique a un impact dans les domaines social et environnemental. Dans ce contexte, les dépenses sont mises à la charge des contributeurs financiers de l'Union – c'est-à-dire les particuliers – alors que les profits bénéficient à des sociétés multinationales de grande échelle. Dès lors, la question fondamentale à laquelle nous devons répondre est celle de la juste répartition des profits de cet ordre mondial. (*Applaudissements*)

**M. Herman De Croo, Vice-président de la Chambre des représentants de Belgique** – Deux choses me frappent. Tout d'abord, la crise fut une surprise. Certains prétendent l'avoir vue venir, mais personne n'en avait clairement anticipé l'ampleur. Ensuite, cette crise exige notre humilité. L'État, malgré ses limites, s'est attaché à parer au plus pressé à coup de subventions et de garanties. Les banques, bien sûr, sont l'oxygène de notre économie ; autre priorité, les secteurs à forte main d'œuvre tels que l'automobile. Ensuite, la tentation est grande de chercher des boucs émissaires et de multiplier les enquêtes juridiques ou politiques, quitte à mêler les deux domaines – je suis moi-même rapporteur de la commission qui s'occupe de la crise des banques.

Au fond, nous ne disposons pas d'une réponse systématique à la crise. Or, ses conséquences peuvent être déplorables : elle peut susciter le négativisme ou le nationalisme de l'électeur, mais aussi le protectionnisme et la préférence pour les remèdes à court terme, alors que les maux sont globaux. L'humilité devant la crise, notre incapacité à y réagir nous forcent à la solidarité – même si elle est un peu artificielle, parce que nous sommes tous tenus par nos électorats respectifs. Attachés à justifier notre existence politique, nous avons peine à accepter que les causes de la crise et les remèdes à y apporter dépassent notre compétence. Pourtant, prendre conscience de la modestie de nos moyens et de l'humilité de nos efforts est plus important encore que la compréhension des maux eux-mêmes. (*Applaudissements*)

**M. Javier Rojo, Président du Sénat d'Espagne** - Confrontés à la grande fracture économique de la mondialisation, nous devons faire face à une crise financière dont nul ne sait quand elle s'achèvera. Les dirigeants européens, américains et ceux des pays émergents sont partis à la rescousse du système financier, pour en garantir la viabilité – et, ce faisant, garantir l'épargne des citoyens.

Nous avons trop longtemps été exposés au risque suscité par ceux qui ne respectent pas la volonté populaire. La démocratie a subi la menace de sa propre extinction ! Nous devons la rétablir et la lier aux préoccupations essentielles des citoyens ; afin de garantir la prospérité, nous devons aussi conférer un rôle nouveau au marché et en adapter les règles pour davantage de responsabilité. Telle est notre tâche, puisque nous sommes les représentants de la volonté du peuple.

Les parlements doivent exiger des gouvernements qu'ils ne cessent pas de répondre aux besoins nationaux tout en renforçant la coopération internationale. Aucun pays ne saurait faire cavalier seul ! Pour cela, il nous faut travailler dans le cadre d'institutions supranationales et créer des règles efficaces pour tous, afin que le marché s'épanouisse en toute transparence, équité et justice. Sinon, les inégalités s'aggraveront, le chômage augmentera et les conséquences sociales seront terribles – la faim et la dénutrition pourraient frapper des millions de personnes. C'est à nous de défendre la dignité de la vie de nos concitoyens !

La rhétorique ne suffit pas. Disons clairement à nos concitoyens que leurs représentants sont déterminés à exercer leur esprit d'initiative. Non, les catastrophes à venir ne sont pas inévitables ! Reconnaissons que, jusqu'à présent, nous n'avons pas donné un bon exemple. Que fait l'Union européenne, que font ses institutions économiques et politiques ? Le moment n'est-il pas venu de coopérer dans le cadre de politiques communes, de revendiquer notre union, notre identité, notre cohésion sociale – en clair, notre état de bien-être ?

Les citoyens européens se prononceront bientôt pour renouveler le Parlement. Si nous sommes incapables de proposer une Europe forte et intégrée qui dialogue avec le monde, nous encouragerons l'euroscepticisme et jetterons le discrédit sur nos institutions. Telle est notre responsabilité ! (*Applaudissements*)

**M. John O'Donoghue, Président de l'Assemblée nationale d'Irlande** – Ce matin, nous avons évoqué la rupture du lien entre l'électorat européen et ses institutions. C'est un fait : l'Europe doit aujourd'hui relever des défis considérables et multiples, qui affectent la vie quotidienne de ses citoyens. Ces défis sont une chance à saisir.

Certes, les difficultés financières s'accumulent, tant pour les citoyens que pour les États, et l'Europe est souvent sollicitée pour régler les problèmes. Il lui est naturellement impossible de satisfaire à toutes les demandes à l'emporte-pièce, mais elle est capable de réagir à cette crise. À cet égard, le plan européen de relance économique est pertinent. En Irlande, paradoxalement, il a suscité une réflexion, une introspection même, sur notre conception de l'Europe. L'Irlande a adopté l'euro ; elle a connu une croissance économique durable, et a souvent sollicité l'Europe pour y contribuer. Le peuple irlandais l'a compris, et je suis confiant quant au résultat du vote qui aura lieu en octobre prochain – sans pour autant me reposer sur mes lauriers.

Évitons le protectionnisme, et protégeons le marché unique ! Il est essentiel que l'Europe manifeste sa présence et son action dans les Balkans, au Proche-Orient ou dans toute autre zone de conflit. Autrefois, à M. Churchill lui déclarant que, chez lui, les choses étaient sérieuses, mais pas désespérées, M. de Valera fit la réponse suivante : « Chez nous, les choses sont désespérées, mais certainement pas sérieuses » ! (*Rires et applaudissements*)

(*M. Gérard Larcher, Président du Sénat, remplace M. Bernard ACCOYER au fauteuil présidentiel*)

### **Présidence de M. Gérard LARCHER**

**Mme Ene Ergma, Présidente du Parlement estonien** – La meilleure manière pour l'Estonie de juguler la crise est d'offrir un environnement favorable aux entreprises, y compris en matière fiscale, tout en renforçant l'efficacité du secteur public. Le 20 février dernier, notre Parlement a adopté un budget qui réduit de 10% les dépenses du secteur public. Notre priorité est l'adoption de l'euro ; les mesures que nous prenons à cet effet, hélas, restent limitées.

Dans le même temps, nous soutenons les entreprises qui exportent. De même, les investissements effectués à partir des fonds structurels connaissent une croissance importante. Les banques estoniennes ont assez bien supporté la crise ; grâce à la capitalisation, leur situation financière demeure stable. Tout doit être fait pour préserver cette stabilité financière.

L'Estonie, qui appuie les efforts de la Commission visant à mettre en œuvre les engagements politiques du G20, a décidé en novembre dernier de n'adopter aucune mesure de protectionnisme dans les douze mois suivants.

L'Europe est forte lorsqu'elle agit en commun. Le moment est sans doute venu de concentrer davantage l'action de l'Union sur l'innovation, qui donnera un nouveau souffle à son économie. (*Applaudissements*)

**Mme Katalin Szili, Présidente de l'Assemblée nationale de Hongrie** – Je constate que les interventions s'apparentent davantage à des questions qu'à des déclarations. Et pour cause : la question de savoir ce qu'il faut faire face à une crise économique et financière, qui entraîne des conséquences sociales et politiques, est légitime. Nous devons d'une part nous efforcer d'en minimiser les dégâts, qu'il s'agisse de préserver les emplois ou de protéger les entreprises qui menacent de s'effondrer. D'autre part, il nous faut empêcher l'aggravation de la crise sociale – à cet égard, nous évoquerons demain l'horizon 2030.

Dans un tel contexte, le rôle des parlements consiste avant tout en un contrôle de l'action gouvernementale. Nous devons également témoigner de notre solidarité, tant au plan national qu'au plan européen. Chacun sait en effet que la crise ne frappe pas tous les pays de la même manière. Les pays qui ne sont membres de l'Union que depuis cinq ans en souffrent davantage, car il s'agit là de la deuxième régression économique qu'ils subissent depuis le changement de régime politique.

La coopération est indispensable, tant avec les banques qu'avec les différents secteurs de l'économie. En ce domaine, les parlements ont un rôle à jouer. Enfin, nous devons nous assurer que les décisions sont bien appliquées en pratique, et ne pas nous en tenir à la théorie. (*Applaudissements*)

**Mme Gerdi Verbeet, Présidente de la Chambre des représentants des Pays-Bas** – Cette récession n'est pas la première que nous traversons : il faut remonter aux années 1980 pour retrouver une crise de cette ampleur. À l'époque, j'étais enseignante : chaque année, en dépit de leurs efforts, je devais dire à mes étudiants que les deux tiers d'entre eux ne trouveraient pas de travail.

Dans la crise actuelle, nous devons tenir compte des changements politiques et économiques qui ont eu lieu depuis. Nous vivons dans un monde plus interdépendant. Le rôle de l'Europe y a changé ; l'élargissement de l'Union et la création de l'euro ont fait de l'Europe la plus grande économie du monde, et nous placent au deuxième rang des devises mondiales. Nous partageons des intérêts, mais aussi des responsabilités.

Gardons toujours à l'esprit qu'aucun de nos pays n'est assez grand pour faire cavalier seul. Même s'il s'agit de protéger ses marchés et ses emplois, il n'est jamais souhaitable d'ignorer ses voisins. Au contraire, c'est ensemble que nous devons relever les défis d'aujourd'hui. Ainsi, nous devons réviser la surveillance économique au sein de l'Union, comme le préconise le rapport Larosière, et instituer un nouveau système de gestion des flux monétaires, afin de donner un nouvel élan à l'économie européenne dans le cadre du plan de relance. La Commission et la présidence du Conseil ont déjà examiné de près ces questions, mais les décisions doivent être prises sans tarder – tout en veillant à empêcher le moindre déficit démocratique.

Dans mon pays, le Gouvernement a plusieurs fois décidé du jour au lendemain de consacrer des sommes considérables à la remise sur pied de grandes institutions financières. Ces sommes étant puisées dans les deniers du contribuable, nous devons examiner scrupuleusement les choix qui sont faits en leur nom. C'est le rôle du Parlement ; il doit être respecté. C'est aux présidents des parlements nationaux qu'échoit la responsabilité de veiller à ce que ces discussions aient lieu. (*Applaudissements*)

**M. Gundars Daudze, Président de la Diète de Lettonie** – Les crises du XXI<sup>e</sup> siècle sont plus complexes, et ne s'arrêtent plus aux frontières qui jadis leur faisaient obstacles. La gestion transnationale des crises est essentielle pour l'Union : c'est en recherchant des solutions communes que nous accroîtrons la confiance qu'ont les citoyens dans le projet européen.

La Lettonie a beaucoup souffert de la crise. À la fin de l'année dernière, le Gouvernement a reconnu que la croissance économique, pourtant rapide pendant plusieurs années, avait cessé. Des problèmes structurels combinés à la crise mondiale ont poussé la Lettonie à solliciter ses partenaires étrangers – à cet égard, je remercie tous les États membres de l'Union qui ont appuyé la proposition de la Commission de nous accorder leur soutien financier, ainsi que tous ceux qui nous ont aidés dans un cadre bilatéral.

Face à la crise, le Parlement letton a dû enclencher un processus législatif rapide ; en très peu de temps, nous avons amendé le budget et adopté un programme spécial de stabilisation de l'économie. Aujourd'hui, nous subissons d'importantes coupes budgétaires, une forte pression sociale et le mécontentement de la population. Les temps sont durs, surtout pour nous, responsables politiques, dont le devoir est d'agir.

Si nous apprécions sincèrement la solidarité dont nous avons bénéficié, nous constatons que la crise a révélé certaines de nos faiblesses : les décisions prises dans un pays peuvent en affecter un autre. Il nous faut donc privilégier la coordination de nos décisions – processus dans lequel les parlements nationaux doivent être impliqués.

Chaque crise ouvre de nouvelles pistes et nous force à nous mobiliser pour corriger nos erreurs et trouver des solutions parfois originales. En temps de crise, une société se tourne vers ses dirigeants. En matière de paix et de stabilité, l'Union a fait ses preuves. Ce projet a vu le jour grâce à des responsables visionnaires et courageux ; aujourd'hui, c'est à nous d'agir, pour que ce projet vive et préserve le bien-être des citoyens !

**M. Sauli Niinistö, Président du Parlement finlandais.** Personne ne peut dire quand la crise et la récession prendront fin, ni comment y remédier. Essayons toutefois d'être optimistes : après que l'on a touché le fond, on finit par remonter. Nous assisterons peut-être à ce que les économistes appellent la « destruction créatrice ». Nos économies sont capables de se réinventer et de renaître de leurs cendres, tel le Phénix.

Je souhaite revenir sur deux questions.

La première est celle de l'emprunt et de l'endettement. Partout dans le monde, les gouvernements ont emprunté d'énormes sommes d'argent : 50 milliards d'euros par semaine, selon les estimations. S'agit-il vraiment d'une stimulation, ou au contraire d'une sorte de perfusion visant à éviter les « bulles » ? Ne s'éloigne-t-on pas excessivement de l'économie réelle ? Les budgets des municipalités ne pourront pas suivre. La Finlande a connu, au début des années 1990, la pire récession des pays de l'OCDE. Il a fallu deux ans pour en sortir, mais

trois fois plus de temps pour le secteur public, si bien que nous avons dû encore emprunter pendant toute cette période. Et ce sont 20 % des citoyens finlandais, ceux qui se sont retrouvés du jour au lendemain au chômage, qui ont souffert pour tous les autres. Il convient donc de partager les efforts.

Deuxième point : contre l'endettement, il nous faut une autre protection que celle qui existe sur les marchés financiers. Aux États-Unis, nous dit-on, on augmente la quantité de dollars en circulation, et en Chine on joue sur les taux de change. Si cela est vrai, cela signifie que d'autres paient la facture. Quelle solution l'Union européenne est-elle susceptible d'apporter ? Selon moi, notre coopération devra être forte et vigoureuse de façon à ne pas faire payer la situation à d'autres. Nous sommes certes des parlements nationaux, mais il nous faudra faire preuve d'une grande souplesse dans les dix années à venir. (*Applaudissements.*)

**M. Pavol Paška, Président du Conseil national slovaque.** Mon intervention portera sur les questions du protectionnisme, qu'il faut rejeter, et de la solidarité, qu'il faut développer. L'économie de la Slovaquie, totalement ouverte et axée sur la coopération avec les partenaires européens, est toujours en pleine croissance. C'est pourquoi ces deux notions sont si essentielles pour nous.

Certains experts préconisent des solutions « géniales » : diviser l'Union européenne et sauver les États-nations, fermer les économies nationales – de telles idées proviennent souvent de grandes économies –, voire retourner aux devises nationales. Même dans l'hypothèse où l'idée serait acceptable du point de vue économique, elle est totalement inacceptable du point de vue politique. Nous autres, représentants des nouveaux États membres et anciens pays du bloc communiste, nous nous sommes efforcés tout au long de la procédure d'intégration de persuader la population de la nécessité de l'Europe, seule voie vers la prospérité. Il serait inenvisageable de défendre à présent la solution protectionniste devant les électeurs. « Désolé, devrais-je leur dire, je me suis trompé, c'était juste une expérience ! Oubliez le libre-échange, la libre circulation, Schengen... Nous sommes passés à l'euro il y a deux mois, eh bien, revenons maintenant à la couronne slovaque ! »

La fermeture des frontières et des économies n'est pas la bonne solution. Cette conférence doit envoyer un message très clair : seules la solidarité et une coopération renforcée entre les États membres nous permettront de sortir de la crise et de revenir sur la voie de la prospérité. (*Applaudissements.*)

**M. Thor Pedersen, Président de l'Assemblée du peuple du Danemark.** Dans la crise économique actuelle, nous devons nous garder de prédire l'avenir. Certes, l'économie a toujours connu de bonnes périodes et de mauvaises périodes, ces dernières étant la conséquence de mauvaises décisions. La seule façon de s'en sortir est d'adopter de nouvelles mesures qui prennent en compte le caractère inédit et mondial de la crise. Aujourd'hui, tout le monde vend, achète, prête, emprunte à tout le monde. Les pays sont interdépendants. Le dollar dépend de l'achat par la Chine d'obligations américaines, etc.

Aussi nous faut-il écarter tout protectionnisme. C'est ensemble que nous devons résoudre la crise. Au demeurant, celle-ci ne durera qu'autant que nos peuples penseront que la situation empirera. Le tournant, ce sera le jour où les consommateurs oseront de nouveau acheter, qui une nouvelle maison, qui une nouvelle voiture...

Au Danemark, tout le monde n'a pas été atteint par la crise. Les fonctionnaires, par exemple, ont vu leur salaire augmenter alors que, dans le même temps, le coût de la vie a baissé. Pour autant, les achats n'ont pas repris car les gens pensent que les prix vont encore baisser. Il est donc de notre responsabilité de faire en sorte que l'argent détenu par les

ménages revienne sur le marché et d'investir dans des domaines qui produisent des résultats à terme, comme les infrastructures ou les transports. (*Applaudissements.*)

**M. Armand De Decker, Président du Sénat belge.** Nous traversons probablement la première grande crise de la globalisation. Pour le moment, les réponses que nous y apportons ont un caractère principalement national et visent à sauver l'essentiel dans le court terme. Nous savons pourtant que la vraie réponse ne pourra être que mondiale – et, pour ce qui nous concerne, européenne. Face aux grands pays émergents, c'est en termes de législation et de régulation mondiales que la solution se présentera.

On parle souvent de la situation comme si le pire était déjà derrière nous. Je crains pour ma part qu'il puisse être encore devant nous. Si tel est le cas, la solidarité que nous invoquons tous ici devra s'exprimer très rapidement. L'Union européenne a déjà formulé des propositions, notamment à travers le groupe animé par M. Jacques de La Rosière, pour réguler davantage le système financier et lui apporter l'éthique qui lui fait défaut. Spéculer avec de l'argent virtuel, ce n'est pas produire, ce n'est pas participer à une activité économique : c'est jouer et prendre des risques avec le reste du monde.

Il nous faudra donc mettre beaucoup plus d'énergie dans les efforts européens et penser également à la réponse mondiale. Certes, le Fonds monétaire international devra intervenir pour réguler le système financier, mais je vous demande aussi de réfléchir à la situation du tiers-monde. La Banque mondiale estime à 2 000 milliards de dollars les investissements nécessaires pour que ces pays puissent participer à la relance économique. Si nous ne procédons pas à ces investissements, nous serons probablement confrontés à la plus grande pression migratoire de l'histoire de l'humanité.

Dans cette perspective, je veux insister sur le rôle très spécifique que le Conseil économique et social de l'ONU pourrait jouer pour trouver les formules permettant d'associer l'économie des pays du Sud au sauvetage de l'économie mondiale. (*Applaudissements*)

**M. Georgi Pirinski, Président de l'Assemblée nationale bulgare.** Comme Mme Szili, je pense que, pour un grand nombre de pays d'Europe centrale et orientale, la crise est double. La crise due à la transition a eu des effets très semblables à ceux de la crise actuelle sur les anciens États membres : chômage massif, baisse considérable des revenus, restructurations très douloureuses, diminution dramatique du niveau de vie. Si l'on a pu mettre en œuvre les réformes, c'est que les populations comptaient sur des améliorations ultérieures. Or les voilà victimes de cette nouvelle crise.

Aussi, permettez-moi de plaider auprès de vous, mes chers collègues, pour que vous recommandiez fermement à vos gouvernements respectifs de relancer les programmes d'infrastructures que l'on a quelque peu laissés de côté faute de financements. Il est indispensable que les banques mettent en œuvre ces financements. Je pense notamment au projet crucial de gazoduc reliant la mer Noire à la Méditerranée *via* la Bulgarie.

Il faut également que les fonds structurels et les fonds de cohésion soient plus accessibles et que leur utilisation soit la meilleure possible.

On entend réglementer davantage, intervenir davantage ; certes, mais veillons à respecter un juste équilibre et à ne pas porter préjudice au marché en général et au marché unique en particulier. (*Applaudissements*)

**M. Bogdan Borusewicz, Président du Sénat polonais.** Nous savons quand la crise a commencé, nous ne savons pas quand elle se terminera. Il est difficile de prévoir quelle en sera l'issue. Pour autant, nous devons dire la vérité à nos électeurs : la crise touchera tout le monde et il n'y a pas de remède miracle. Ce n'est pas en augmentant le déficit budgétaire et

l'endettement public que l'on va la résoudre. Voyez l'Ukraine, où l'on a eu recours à ce type de mesures. Le conflit du gaz n'est que gelé car ce pays n'a pas l'argent pour payer.

Les événements économiques peuvent avoir des répercussions à d'autres niveaux. Pour certains, le protectionnisme serait la meilleure réponse à la crise. Beaucoup de nos électeurs pensent ainsi. Pourtant, nous savons tous que ce n'est pas la bonne solution, bien au contraire : ce serait extrêmement dangereux pour l'Union européenne. Cela dit, la crise économique va malheureusement engendrer une crise sociale.

Mais il peut également y avoir des effets bénéfiques. L'Union européenne, et même l'adoption de l'euro, pourraient connaître un regain de faveur. Aujourd'hui, l'occasion nous est donnée de répondre à la question que nous posent nos concitoyens : pourquoi avons-nous besoin de l'Union européenne ? Assurément, nous en avons besoin pour agir de manière solidaire dans des situations difficiles. (*Applaudissements*)

**M. Alan Haselhurst, Vice-président de la Chambre des communes du Royaume-Uni.** Ne pas avoir inscrit le thème de la crise à notre ordre du jour aurait été extraordinaire. Cela étant, nous ne sommes ni le Conseil des ministres des affaires étrangères ni celui des ministres de finances. Comme l'ont déjà fait remarquer mes collègues suédois et italien, les présidents de parlement ne sont pas, constitutionnellement, des leaders politiques.

En outre, nous représentons des opinions très différentes, entre lesquelles il peut exister de véritables fossés. Il nous faut donc être prudents. Discuter est une chose, envisager d'intervenir en est une autre. Si l'on décide d'une intervention à Gaza, pourquoi ne pas le faire au Zimbabwe ou en Afghanistan ? Il existe beaucoup de crises dans le monde et nous nous exposerions aux critiques si nous décidions d'en choisir une seule.

Concernant la crise financière, la solidarité que nous avons exprimée constitue déjà un message important. En revanche, je ne suis pas certain d'avoir entendu ici proposer des solutions – si d'ailleurs nous trouvions brusquement la formule pour sortir de la crise, notre place serait plutôt au ministère des finances ! Tout au plus pourrions-nous dire, en rentrant chez nous, que notre conférence a envisagé telle ou telle solution qui lui semble intéressante et qu'elle a mis en exergue le rôle considérable que l'Europe doit jouer. (*Applaudissements*)

**M. Trajko Veljanovski, Président de l'Assemblée de l'ancienne République yougoslave de Macédoine.** C'est un immense privilège, mais aussi une grande responsabilité, que de prendre la parole ici, dans la patrie des pères fondateurs de l'Europe unie, Robert Schuman et Jean Monnet. L'Union européenne d'aujourd'hui est en effet la réponse à l'un des conflits les plus terrifiants de notre continent et de la civilisation tout entière.

En République de Macédoine, bien que la crise ait peu touché le secteur bancaire et financier, elle a des répercussions importantes sur la vie quotidienne et le Parlement a participé activement à la recherche de solutions.

Au début de ce siècle, la République de Macédoine a été confrontée à l'une des plus grandes crises de notre histoire récente, un conflit fondé sur des questions ethniques que nous avons réussi à dépasser grâce à l'accord-cadre, obtenu avec le soutien de la communauté internationale mais aussi avec la détermination des citoyens de la République de Macédoine pour une cohabitation tolérante avec l'autre et le différent. Et c'est justement avec la signature de cet accord que commencent le rôle et la responsabilité de l'Assemblée de la République de Macédoine en vue de la mise en œuvre constitutionnelle et de l'application pratique de celui-ci. Croyez-moi, ce processus n'était pas simple et il est toujours en cours, mais, aujourd'hui, l'accord-cadre est un modèle fonctionnel pour un État multiethnique, multiculturel, multiconfessionnel, et avant tout démocratique, comme la République de Macédoine. Les

principes de cet accord font désormais partie de notre quotidien. Ils sont aussi la preuve de notre détermination pour les générations futures. Je suis persuadé que cet accord est également un modèle fonctionnel dont beaucoup d'États devraient s'inspirer en matière de cohabitation et de démocratie interethniques.

De par ses valeurs, normes et dispositions, l'Union européenne – à laquelle il faut ajouter l'OTAN – est le second facteur décisif pour renforcer l'homogénéité au sein de la société macédonienne. Nous sommes conscients des devoirs que nous devons remplir en vue de l'adhésion. De ce point de vue, le rôle du parlement macédonien est confirmé de façon quotidienne et transparente, devant l'opinion publique nationale mais aussi devant la communauté internationale. Nous sommes d'autant plus conscients de notre responsabilité que notre région est encore fragile. C'est pourquoi notre parlement accorde une attention particulière à la collaboration régionale.

L'Europe unie ne peut être construite d'un seul coup. Elle sera édifiée au moyen de réalisations concrètes et, avant tout, par la création d'une solidarité soutenue par des faits : c'était déjà, en 1950, la pensée qu'exprimait le grand Européen Robert Schuman.

Les citoyens de la République de Macédoine espèrent maintenant la levée du régime des visas car ils ont réalisé des progrès concrets dans ce domaine. Permettez-moi, à cet égard, de citer pour conclure un autre grand Européen et notre grand ami, le commissaire européen Olli Rehn : « Les frontières restrictives contraignent nos cerveaux, limitent nos actions et diminuent notre influence ; les frontières expansives libèrent nos cerveaux, stimulent nos actions et renforcent notre influence. » Par ce qu'ils ont accompli, la République de Macédoine et les citoyens macédoniens méritent cela aujourd'hui. (*Applaudissements*)

**M. Harald Reisenberger, Président du Conseil fédéral autrichien.** La crise économique que connaissent tous nos pays est également une crise de confiance. Du fait de l'interdépendance des économies, il ne peut y avoir de solution que commune. Aucun pays ne peut considérer que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes si seule son économie nationale fonctionne : les économies sont inextricablement liées. Dans un grand groupe comme Opel, par exemple, les décisions auront des répercussions sur de nombreuses autres entreprises et sur de nombreux pays.

Il nous faut surveiller tout particulièrement ceux qui essaient encore de profiter de la crise. C'est un devoir pour nous d'avoir une vision exacte de ce qui se passe.

La question de la responsabilité de la crise ne trouvera pas de réponse. Ce qui est certain en revanche, c'est que les salariés de nos pays ne sont pas les responsables. Non seulement il faut les protéger, mais il faut aussi assurer leur promotion. Certains se sont étonnés que les salaires des fonctionnaires augmentent ; il est pourtant important que les salariés obtiennent des augmentations est que, malgré la crise, leur travail soit correctement rémunéré.

Dans le cadre de l'Union européenne, nous devons réfléchir aux critères que nous nous sommes fixés car la situation est inédite. Le chômage provoque l'insécurité, l'insécurité provoque la pauvreté, la pauvreté provoque l'instabilité. Notre objectif est inverse : travail pour tous, sécurité, prospérité, stabilité. (*Applaudissements*)

**M. Arūnas Valinskas, Président de la Diète lituanienne.** Beaucoup de crises internationales retiennent notre attention : Gaza, l'Ukraine, la Russie, la Géorgie... On ne peut cependant se contenter de parler : il faut passer de la parole aux actes et trouver une solidarité politique.

Cela étant, je suis d'accord avec mon collègue britannique : si nous détenions la recette miracle à la crise économique, nous ne serions pas présidents des parlements nationaux mais ministres des finances. Nous savons où est le point de départ de la crise mais nous ne savons pas où est la ligne d'arrivée.

Certains pays ont une population plus importante que d'autres mais l'Union européenne est notre maison commune. Lorsque la maison est en feu, il faut agir vite. Je pense pour ma part que nous n'avons pas utilisé tous les instruments dont nous disposons. Pourquoi acheter un nouvel instrument de musique si l'on n'est pas capable de jouer correctement de l'ancien instrument ? Essayons déjà d'apprendre à jouer de cet instrument avant de songer à en acquérir un autre !

J'en appelle donc à une solidarité politique. Le protectionnisme est la pire des menaces car il intervient forcément au détriment des partenaires.

**M. le Président Gérard Larcher.** Merci à l'ensemble des orateurs.

De vos interventions, je retiens deux idées force : non au protectionnisme ; importance de la solidarité. Ce n'est qu'ensemble que nous arriverons à surmonter une crise dont il faut rappeler aussi les conséquences dans les pays émergents et les pays en voie de développement.

### **La préparation du volet parlementaire d'une présidence de l'Union européenne.**

**Rapport présenté par Mme Katalin Szili,  
Présidente de l'Assemblée nationale de la République de Hongrie.**

**M. le Président Gérard Larcher.** Je rappelle qu'avant 1989 il n'y avait pas de réunions des parlements nationaux de l'Union. Vint ensuite la COSAC ; puis se développèrent les réunions conjointes à Bruxelles, associant le Parlement européen et le parlement du pays assurant la présidence. Celle de novembre dernier, cher président Pöttering, a permis de parvenir à une conclusion heureuse sur le « paquet énergie-climat ».

Madame la présidente Szili, je vous donne maintenant la parole pour présenter votre rapport. Nous serons d'autant plus attentifs à vos propos que la Hongrie assurera la présidence de l'Union au premier semestre 2011.

**Mme Katalin Szili, Présidente de l'Assemblée nationale de la République de Hongrie.** Mes chers collègues, le document d'une quarantaine de pages que nous avons élaboré est à votre disposition. Aussi ma présentation sera-t-elle brève.

Au départ, nous avons adressé à chaque parlement de l'Union un questionnaire portant sur quatre-vingt-quatre points et divisé en trois parties : premièrement, des questions relatives au rôle politique des parlements ; deuxièmement, des questions relatives à leur rôle technique ; enfin, des questions destinées à cerner ce que pourrait être un « étalon » en la matière.

Nous avons beaucoup parlé aujourd'hui du renforcement du rôle des parlements. À cet égard, le traité de Lisbonne serait précieux pour nous permettre d'assumer nos responsabilités.

En tout état de cause, il serait opportun de rédiger une sorte de cahier des charges des parlements nationaux, tant en ce qui concerne leurs relations avec les gouvernements qu'en ce qui concerne la coopération interparlementaire. Nos missions de contrôle incluent le

contrôle de la préparation à la présidence de l'Union européenne. Toutes les réponses que nous avons reçues – et dont je vous remercie, mes chers collègues – insistent sur le rôle prépondérant que nous pouvons jouer.

En règle générale, les parlements mettent en place un groupe de quinze à vingt membres pour préparer la présidence de l'Union. Dans les systèmes bicaméraux, les deux chambres travaillent en étroite coopération. Je constate avec plaisir que les commissions acceptent de participer aux réunions de préparation.

Parmi les nombreux problèmes d'ordre pratique, on peut mentionner celui de la traduction simultanée. Je pense que le régime linguistique adopté par la COSAC pourrait s'appliquer à la Conférence des présidents des parlements.

Par ailleurs, le travail préparatoire de la Slovénie pour parvenir à un consensus permettant d'assurer la présidence peut être cité en exemple.

Mes chers collègues, je vous propose d'assurer le suivi de ce rapport en me faisant parvenir vos remarques et observations. Nous envisageons une diffusion sur le site de l'IPEX, mais aussi la publication d'un manuel à l'usage des parlements en période de présidence de l'Union européenne. (*Applaudissements*)

**M. Herman De Croo, Vice-président de la Chambre des représentants de Belgique.** Je remercie Mme Szili pour ce rapport auquel tous les parlements ont contribué. C'est bien là le signe de l'évolution positive de la Conférence des présidents des parlements, qui doit trouver sa voie entre la COSAC et le Parlement européen.

**M. le Président Gérard Larcher.** Nous nous associons tous à ces remerciements.

### **Annnonce du Président de la Diète polonaise**

**M. Bronisław Komorowski, Président de la Diète polonaise.** Alors que la Pologne se prépare à assurer la présidence de l'Union européenne au deuxième semestre de 2011, nous ne devons pas oublier un anniversaire important, notamment pour les pays d'Europe centrale et orientale. En juin 1989, Solidarité remporte les élections législatives en Pologne. Cet épisode prélude à la chute du mur de Berlin et à la réunification du continent européen. Je vous invite donc, mes chers collègues, à venir à Varsovie les 1<sup>er</sup> et 2 juin prochains pour célébrer cet anniversaire.

**M. le Président Gérard Larcher.** Merci pour cette invitation, monsieur le président, et pour le symbole qu'elle constitue.

Nous allons maintenant nous rendre au palais de l'Élysée, où nous serons reçus par le Président de la République française.

*La séance est levée à dix-sept heures vingt-cinq.*